

« Il est possible de nourrir la planète sans augmenter la surface cultivée »

Ancien rapporteur des Nations unies pour le droit à l'alimentation, Olivier De Schutter appelle à un usage raisonné des terres.

Propos recueillis par [Stéphane Foucart](#) Publié le 8 août 2019 à 11h46, mis à jour à 12h09

https://www.lemonde.fr/planete/article/2019/08/08/il-est-possible-de-nourrir-la-planete-sans-augmenter-la-surface-cultivee_5497701_3244.html

Professeur à l'université de Louvain (Belgique) et coprésident du Panel international d'experts sur les systèmes alimentaires durables (IPES-Food), ancien rapporteur des Nations unies sur le droit à l'alimentation, Olivier De Schutter détaille les transformations nécessaires du système agroalimentaire dominant pour répondre au défi climatique.

Le rapport du GIEC sur les sols souligne la concurrence dans l'utilisation des terres, entre d'un côté l'agriculture et de l'autre la reforestation nécessaire pour absorber plus de CO₂. La lutte contre le changement climatique est-elle compatible avec la sécurité alimentaire mondiale ?

Il est possible de nourrir la planète sans augmenter la surface cultivée, voire en la réduisant. D'abord, en agissant sur la demande : il n'y a aucune fatalité dans le fait que les régimes alimentaires aillent toujours vers plus de protéines animales, exigeant des surfaces plus grandes pour le fourrage animal ou pour l'élevage. Ensuite, en luttant contre les pertes et gaspillages, qui demeurent considérables dans les chaînes alimentaires : environ un tiers de la production agricole mondiale est perdue.

Enfin, et surtout, la diffusion large de l'agroforesterie, combinant un couvert arboré avec des cultures notamment alimentaires, permet de faire l'usage le plus raisonné et le plus efficient de la terre. Les arbres favorisent la captation de l'humidité par le sol, réduisant le besoin d'irrigation. Ils permettent aussi d'entretenir la vie biologique des sols et de réduire le risque d'érosion. Ils sont, en d'autres mots, non pas en concurrence avec la production alimentaire, mais des alliés. Le problème est qu'ils sont peu compatibles avec la mécanisation forte de l'agriculture à laquelle on a assisté depuis un siècle.

Certains assurent que seule une intensification des pratiques agricoles permettra, grâce à des rendements élevés, de garantir la sécurité alimentaire et de préserver des espaces naturels comme puits de carbone.

Un débat oppose depuis les années 1950 les tenants de cette thèse (intensification des cultures d'un côté, préservation des espaces de l'autre) aux tenants de solutions agroécologiques, par exemple des méthodes de contrôle biologique permettant de réduire l'usage de pesticides (les plantes se protégeant les unes les autres des insectes ravageurs, sans recours aux pesticides), ou des méthodes de fertilisation des sols par le choix de plantes variées (telles les cultures associées qui mêlent des légumineuses à des céréales, permettant de réduire l'usage d'engrais chimiques).

Ces dernières solutions entretiennent l'agrobiodiversité et favorisent la vie biologique des sols, donc leur capacité à fonctionner comme puits de carbone. En outre, avec le pic pétrolier et gazier, on doit absolument aller vers une agriculture qui repose moins sur les énergies fossiles.

Quels leviers politiques, juridiques ou réglementaires rendraient possible un changement du système agroalimentaire dominant ?

Nous avons assisté depuis les années 1960 à la généralisation, à l'échelle mondiale, du modèle de la « révolution verte », c'est-à-dire d'un « package technologique » comprenant l'usage d'intrants (pesticides et engrais azotés), le recours à la mécanisation (remplaçant la main-d'œuvre par les tracteurs et les moissonneuses-batteuses), l'irrigation à grande échelle, mais aussi le recours aux grandes monocultures afin de répondre aux attentes d'une production standardisée à grande échelle.

Comme l'essentiel de la production agricole est destiné aux longues chaînes de production, qui sont entre les mains des grands acteurs – les traders de matières premières, les industries de transformation et de la grande distribution –, cette uniformisation apparaît en outre comme un impératif commercial : elle est une condition de la compétitivité et liée au développement de grands marchés.

Or, un problème majeur réside dans la difficulté qu'éprouvent les grands acteurs à opérer leur mue. Comment les grandes firmes de l'agroalimentaire peuvent-elles contribuer, dans leurs politiques d'achat, à favoriser l'agrobiodiversité ? Comment la grande distribution peut-elle encourager les pratiques agroécologiques reposant sur la diversité ? Il faudrait que les incitations économiques changent, pour favoriser les pratiques agricoles permettant aux sols

de remplir leur fonction de puits de carbone, et pour que les impacts environnementaux négatifs de l'agriculture conventionnelle soient découragés.

Mais ce sont souvent ces grands acteurs, champions du système actuel hérité du XXe siècle, qui sont les mieux placés pour influencer la décision politique : ils captent l'attention des politiques, car ils peuvent promettre de perpétuer le système d'alimentation « low cost » dont la population dépend à présent, et ce sont eux qui maîtrisent les chaînes logistiques d'approvisionnement et de transformation et de la production à grande échelle.

L'élection, en juin, du candidat de la Chine à la tête de l'Organisation des Nations unies pour l'agriculture et l'alimentation (FAO) vous semble-t-elle compatible avec de tels changements ?

La Chine fait face à un grave problème de désertification et d'épuisement de ses sols. Ce facteur, et l'impatience de la population face à la pollution de l'air, l'a conduit à inscrire la notion de « civilisation écologique » dans sa Constitution. La Chine a peur : elle doit nourrir 20 % de la population mondiale avec moins de 9 % des terres arables dans le monde, alors même que l'émergence d'une classe moyenne et le changement d'habitudes alimentaires lié à l'urbanisation augmentent la pression sur les ressources. On peut donc formuler l'espoir que Qu Dongyu, le nouveau directeur général de la FAO, soit sensible à l'urgence de la transition vers l'agroécologie, que son prédécesseur José Graziano da Silva avait lui-même fini par reconnaître.

Stéphane Foucart